



(12)

DEMANDE DE BREVET EUROPEEN

(43) Date de publication:

29.12.1999 Bulletin 1999/52

(51) Int Cl.⁶: H04Q 11/04, H04Q 3/62

(21) Numéro de dépôt: 99401529.5

(22) Date de dépôt: 21.06.1999

(84) Etats contractants désignés:

AT BE CH CY DE DK ES FI FR GB GR IE IT LI LU
MC NL PT SE

Etats d'extension désignés:

AL LT LV MK RO SI

(30) Priorité: 25.06.1998 FR 9808066

(71) Demandeur: ALCATEL

75008 Paris (FR)

(72) Inventeurs:

• Laroque, Christian
92500 Rueil Malmaison (FR)• Bennai, Lahcen
92700 Colombes (FR)

(74) Mandataire: Sciaux, Edmond et al

COMPAGNIE FINANCIERE ALCATEL

Dépt. Propr. Industrielle,

30, avenue Kléber

75116 Paris (FR)

(54) Procédé de communication d'un accès avec canal de signalisation adjoint

(57) Un accès (3) téléphonique comporte un canal (5) de signalisation. On prévoit de lui adjoindre un (9) ou des (8) canaux de remplacement à utiliser lorsque le

canal de signalisation est en panne. On montre que l'accès téléphonique est alors mieux adapté à une configuration d'accès à canal de signalisation séparée, ou accès hybride.

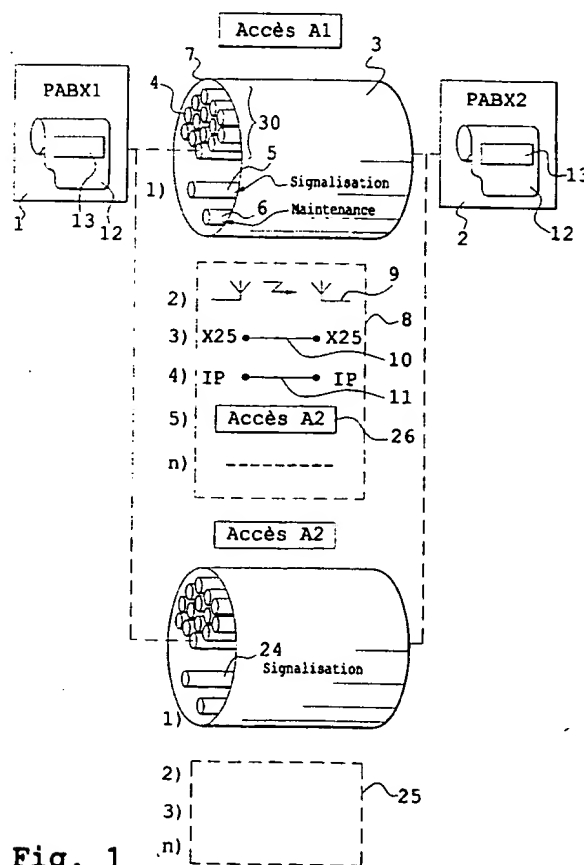


Fig. 1

Description

[0001] La présente invention a pour objet un procédé de communication avec un accès dans le domaine de la téléphonie, notamment un accès de type RNIS (Réseau Numérisé à Intégration de Services). L'invention vise plus particulièrement à mieux organiser les accès entre des autocommutateurs, notamment des autocommutateurs privés dits PABX (Private Automatic Branch eXchanger). L'invention a pour but d'améliorer leurs conditions de fonctionnement.

[0002] Dans le domaine de la téléphonie on connaît les accès normalisés selon la norme RNIS. Dans un exemple un accès primaire peut délivrer deux Méga bits d'informations numériques par seconde. Pour organiser ce débit, il est prévu de le répartir en 32 voies téléphoniques susceptibles d'acheminer par exemple chacune 64 Kilo bit par seconde. Dans un tel accès normalisé, dit T2 dans la norme RNIS, on distingue normalement trente voies de données, une voie de signalisation et une voie pour la maintenance. Dans la suite de cet exposé, on utilisera le terme de voie et le terme de canal. Une voie représentera le médium physique et fonctionnel qui permet de relier deux interlocuteurs. Un canal correspondra à l'utilisation physique d'une voie, en tout ou partie, éventuellement de plusieurs voies pour acheminer des messages sur une liaison téléphonique entre deux ou plusieurs interlocuteurs.

[0003] La signalisation est l'ensemble des informations qui sont nécessaires à un opérateur public, ou à des autocommutateurs privés, pour assurer la commutation des différentes voies de transmission mises progressivement en service le long d'un chemin de transmission pour permettre à un interlocuteur d'être connecté à un autre interlocuteur. La signalisation concerne par exemple l'envoi, au moment de l'établissement de l'appel, d'un message dit d'établissement. Ce message d'établissement comporte naturellement l'adresse de l'appelé (correspondant en pratique au numéro de téléphone de l'appelé), ainsi que, maintenant, de plus en plus d'informations de confort supplémentaires. Ces informations de confort supplémentaires peuvent concerner le nom de l'appelant, le numéro de téléphone de l'appelant, ainsi que des informations de service. Ces informations de service sont essentiellement des informations caractéristiques relatives à la nature du poste téléphonique utilisé pour lancer l'appel. Ces informations caractéristiques servent à donner des droits au poste appelant sur le poste distant, une fois qu'ils sont connectés. Ces droits peuvent être un accès à une boîte vocale, la composition automatique d'un mot de passe, ou autre.

[0004] Dans l'état de la technique, la réalisation d'un accès comporte, une distribution des différentes voies, sur un même support physique. Ainsi dans l'exemple de l'accès T2, un faisceau de moyens identiques sera consacré à un accès. Soit, sur un canal à très grand débit (140 Mbits/s), l'accès sera concrétisé par une allocation

d'une bande de fréquence, et/ou d'une fenêtre temporelle identifiée, susceptible de faire passer la tranche de 2 Mbits/s concédée. Soit sur un médium physique, des paires téléphoniques en nombre adéquat seront mises en service pour acheminer les informations de l'accès. Il résulte de ce choix que quand le support physique est en panne, avec un tel accès, plus aucune communication ne passe : pas plus des communications de données que les messages de signalisation ou les messages de maintenance.

[0005] Avec le perfectionnement des télécommunications, on a été amené à définir des accès dans lesquels les différents canaux utilisés, canaux B pour la voix et les données ou canaux D pour la signalisation et les données, sont réalisés sur des supports physiques différents. Par exemple, les uns peuvent être des lignes analogiques alors que les autres sont au format IP (Internet Protocol) ou au format X25. On observe dans ce cas une indépendance des canaux ou voies téléphoniques. Ces accès sont appelés accès à signalisation séparée ou accès hybrides.

[0006] Cependant, le problème présenté par la voie de signalisation est que dans ce cas, si elle tombe en panne, plus aucune communication ne peut être établie. Or, la diversification des supports a justement pour but d'éviter un blocage massif d'une liaison entre deux autocommutateurs. On aboutit donc à un résultat inverse de celui recherché : l'accès devient moins résistant aux pannes alors qu'on cherchait justement à le rendre plus sûr.

[0007] L'invention remédie à ce problème en constituant des canaux de signalisation de secours et en créant, pour ces canaux de signalisation de secours, une hiérarchie d'utilisation : une priorité. Dans ces conditions, si un canal de signalisation n'est plus fonctionnel, on y substituera un autre canal, éventuellement d'une technologie différente, d'un coût de gestion éventuellement différent, d'une aptitude et d'un débit nominal éventuellement différents, mais présentant surtout l'intérêt de pouvoir se substituer au canal de signalisation déficient. De cette façon, on montre qu'on est capable de toujours utiliser au mieux les voies de données disponibles avec un accès.

[0008] L'invention a donc pour objet un procédé de communication dans lequel on utilise un accès comportant au moins un canal, dit canal B, pour transmettre la voix et des données et un canal de signalisation, dit canal D, pour transmettre des signaux de signalisation et de données, relatifs aux données à transmettre et ou à cet accès, caractérisé en ce que

- on constitue au moins un canal de signalisation supplémentaire,
- on détermine un ordre de priorité d'utilisation de ces canaux de signalisation, et
- on affecte à l'accès le canal de signalisation le plus prioritaire qui est fonctionnel.

[0009] Un autre problème rencontré avec les autocommutateurs, notamment publics, est celui du débit nominal entre autocommutateurs. Il arrive fréquemment en effet que le débit des informations à échanger nécessite la réservation de deux accès normalisés (à 2 Mbits/s dans un exemple), voire trois ou plus. La gestion de ces accès devient alors critique lorsque le débit nécessaire, ou le nombre des voies nécessaires, deviennent légèrement supérieurs au débit ou au nombre de voies préconisé pour ces accès. Il faut en effet dans ce cas réserver (et payer la location) d'un accès supplémentaire alors que le dernier accès sera notablement inemployé.

[0010] Dans l'invention on résout cet autre problème en partageant alors une voie de signalisation d'un accès en deux canaux de signalisation, ou trois ou plus. Ceci est tout à fait possible car les informations de signalisation ne sont pas très volumineuses. On récupère alors sur les autres accès une voie de communication supplémentaire. On peut montrer ainsi qu'avec deux accès le gain est de 1/60, il devient 2/90 pour trois accès et ainsi de suite.

[0011] L'invention a donc également pour objet un procédé de communication dans lequel

- on utilise entre deux autocommutateurs au moins deux accès comportant chacun au moins un canal, dit canal B, pour transmettre la voix et des données, caractérisé en ce que
- on constitue un canal de signalisation commun, dit canal D, pour transmettre des signaux de signalisation relatifs aux données à transmettre et ou à ces accès,
- on répartit dans ce canal des signaux de signalisation relatifs aux au moins deux accès, et
- on gère les deux accès avec les signaux de signalisation délivrés par ce canal de signalisation commun.

[0012] De préférence bien entendu, on pourra utiliser comme voie de signalisation supplémentaire, un canal de signalisation aménagé en commun, dans une voie de signalisation avec un canal de signalisation d'un autre accès.

[0013] L'invention sera mieux comprise à la lecture de la description qui suit et à l'examen des figures qui l'accompagnent. Celles-ci ne sont données qu'à titre indicatif et nullement limitatif de l'invention. Les figures montrent :

- Figure 1 : une représentation schématique des moyens mis en oeuvre dans le procédé de communication de l'invention ;
- Figure 2 : une représentation d'opérations mises en oeuvre, à titre de perfectionnement, dans le procédé de l'invention.

[0014] La figure 1 montre un ensemble de moyens utilisables pour mettre en oeuvre le procédé de l'invention. On y distingue un autocommutateur 1 dit PABX1 relié à un autre autocommutateur 2 dit PABX2 par un accès de base 3. L'accès de base 3 comporte au moins une voie 4 pour transmettre des données. Si l'accès 3, appelé aussi Accès A1, est un accès de type T2 selon la norme RNIS, il comporte même normalement trente voies de données tels que la voie 4. L'accès 3 comporte également une voie 5 de signalisation et une voie 6 de maintenance. Les voies 4, 5 et 6 comportent habituellement chacune un canal de transmission avec un débit nominal de 64 Kbits/s. Dans un exemple, les voies 4.5 et 6 sont constituées sous la forme d'une réservation en fréquence ou en temps dans un canal à très grand débit. Les interfaces d'échanges nécessaires à cette réservation sont comprises dans l'accès 3. Elles ne font pas partie de l'invention.

[0015] La représentation de l'accès 3 sous la forme d'un tube 7 suggère que la technologie des canaux 4, 5 et 6 soit la même. Ceci était le cas dans l'état de la technique. Cependant, il n'est pas nécessaire que cette technologie soit la même. Les canaux 4 pourraient selon l'invention avoir une technologie différente de celle des canaux 5 et 6. De même les canaux 4 entre eux pourraient être partagés selon des protocoles ou des technologies de types différents.

[0016] Le problème que cherche à résoudre l'invention est celui de la panne qui survient dans le canal 5 de signalisation. Dans ce cas, selon l'invention, on constitue au moins un canal de signalisation supplémentaire. Dans la pratique, on pourra même constituer un lot 8 de canaux de signalisation supplémentaires.

[0017] A titre uniquement illustratif, le lot 8 comporte un canal 9 de type hertzien, un canal 10 acheminé selon la norme X25, un canal 11 respectant le protocole Internet, ainsi que d'autres canaux que l'on verra plus loin. Les canaux 9, 10 et 11 sont ici représentés symboliquement. Dans la pratique, les autocommutateurs 1 et 2 sont reliés à des équipements qui permettent l'utilisation de ces canaux 9, 10 et 11. Dans les circuits de gestion de ces autocommutateurs 1 et 2, il existe des programmes 12 qui comportent notamment des sous programmes 13 relatifs à la gestion ou à l'acheminement des messages de signalisation.

[0018] L'invention a pour objet de modifier les sous programme 13 de manière à remédier à la panne du canal de signalisation 5.

[0019] Comme premier principe du sous programme 13, on constitue parmi le lot 8 des canaux de signalisation supplémentaires, une hiérarchie. On détermine des priorités. Ainsi, autant le canal 5 sera le canal de signalisation le plus prioritaire, autant on aura pu prévoir dans le sous programme 13 que le canal 9 devra s'y substituer si le canal 1 est en panne. Ou encore, le canal 10 devra se substituer au canal 9 si ce dernier est en panne et si, en même temps, le canal 5 est en panne. Il en serait de même pour le canal 11, il faut que les 3 précé-

dents soient en panne.

[0020] La figure 2 montre d'une manière schématique, le contenu modifié du sous programme 13. Celui-ci comportera en effet un ensemble de fonctions supplémentaires par rapport aux fonctions habituelles. Dans ces fonctions supplémentaires, il comportera un test 14, utilisé par exemple préalablement à l'acheminement d'un nouvel appel, ou de la modification d'un appel ancien (modification du taux de transfert, mise en attente). Le test 14 vérifie que le canal de signalisation 5, ayant le degré de priorité n°1, est fonctionnel. S'il est fonctionnel, le test 14 fait exécuter la suite du sous programme 13 par ce canal de signalisation 5. Tout simplement, il lui fait envoyer les signaux de signalisation correspondant à la communication à établir ou à modifier. Ce dernier fonctionnement est de type connu. Seul le test 14 a été ajouté.

[0021] Si ce n'est pas le cas, avec un test 15, on regarde si le canal 9, dont le rang de priorité est 2, est fonctionnel. Si celui-ci est fonctionnel, on lui fait exécuter la suite des traitements du sous programme 13 : c'est à dire comme précédemment un envoi 16 de la signalisation relative à l'appel à établir ou à modifier. Dans l'invention néanmoins, s'agissant d'un canal de signalisation de remplacement, on cherchera à lui faire tester le rétablissement de la signalisation sur le canal prioritaire de rang 1 : le canal de signalisation 5. Par exemple, au cours d'un ensemble d'étapes 17 consécutives à l'envoi 16, le sous programme 13 enverra un appel, en une étape 18, sur le canal 9 pour faire ouvrir le canal 5. Au cours d'un test consécutif 19, le sous programme 13 vérifiera que cet appel est reçu et que le canal 5 a pu être réouvert, qu'il a été rétabli.

[0022] Si ce n'est pas le cas, l'envoi d'appel 18 est réitéré. La périodicité de la réitération peut bien entendu être modifiée à la demande. Eventuellement cette réitération comporte une attente.

[0023] Par contre, si l'appel d'ouverture du canal 5 est reçu, l'ensemble des étapes 17 se termine par une étape 20 au cours de laquelle on provoque le basculement de l'utilisation du canal de signalisation prioritaire de rang 2, au canal de signalisation plus prioritaire de rang 1.

[0024] Ainsi de suite, on organisera différents tests 21 jusqu'à arriver à mettre en oeuvre un dernier canal de signalisation de rang de priorité n. Si ce dernier canal de signalisation de rang n est le seul valide, on lancera dans le sous programme 13 des opérations 22 du même type que les opérations 16 à 20. Cependant, d'une part on pourra prévoir que des essais de rétablissement, par le canal de signalisation de rang prioritaire n s'effectuent au profit du canal de signalisation de rang prioritaire n-1. Dans ce cas, on ne remontera que petit à petit jusqu'au canal prioritaire de rang 1. Et on y remontera seulement si tous les canaux de signalisation prévus sont fonctionnels. Pour éviter cette remontée qui peut être laborieuse, on peut prévoir que les tests effectués par le programme 22 visent non seulement le canal prioritaire

de rang n-1, mais vise prioritairement le canal prioritaire de rang 1 et ainsi de suite jusqu'au canal prioritaire de rang n-1 lui-même.

[0025] Les tests sur l'état des canaux de signalisation ne sont pas nécessairement réalisés à chaque nouvel appel, ou à chaque fois que l'on veut faire passer des messages de signalisation. Un automate de signalisation est de préférence chargé de la gestion des canaux de signalisation. Cet automate indique à un instant t quel est le canal de signalisation qui doit être utilisé. Les différents tests décrits dans la figure 2 ne sont exécutés de préférence que lorsqu'il y a un changement de l'état d'un canal de signalisation. De même, l'essai de rétablissement des canaux de signalisation de priorité de rang supérieur ne s'effectue pas tout le temps, mais uniquement sur demande de l'automate de signalisation. Pour cela, l'automate utilise des temporisations.

[0026] D'autre part, il peut apparaître qu'un canal de signalisation de secours ne possède qu'un débit insuffisant pour acheminer toutes les communications de signalisation relatives à l'Accès A1. Dans ce cas, on pourra, plutôt que de constater cet échec et de mettre en panne tout l'accès, autoriser un fonctionnement dégradé de l'Accès A1. Ce fonctionnement dégradé est obtenu en neutralisant un ou plusieurs canaux B parmi les canaux B qui doivent être gérés par le canal de signalisation. Autrement dit, si le seul canal de signalisation encore fonctionnel (le canal n) est incapable de gérer toutes les transmissions de signaux de signalisation, on provoquera par une opération 23 la neutralisation de certains canaux B. Ces canaux B ne pourront pas servir pour établir des communications téléphoniques nouvelles, ou ne pourront pas servir pour modifier une communication déjà établie.

[0027] Sur la figure 1, on a représenté entre l'autocommutateur 1 et l'autocommutateur 2, un autre accès, l'Accès A2. Cet Accès A2 est constitué de la même façon que l'Accès A1 avec des canaux de type B et notamment un canal 24 de signalisation propre à cet accès. Conformément à l'invention, l'Accès A2 peut également être muni d'un ensemble 25 de canaux de signalisation de secours utilisables en cas de panne de l'accès 24.

[0028] La figure 1 montre par ailleurs, que l'ensemble 8 des canaux de signalisation de secours de l'accès 3, comporte en fait, une désignation 26 d'un canal dit Accès A2 présenté en cinquième rang de priorité (mais bien entendu, il pourrait avoir un autre rang). Ceci signifie en fait qu'on utilisera pour suppléer à la déficience du canal de signalisation 5, l'existence du canal de signalisation 24. Dans ce cas, par ce canal de signalisation 24, passent la signalisation relative aux trente voies de type B de l'Accès A1 et la signalisation relative aux trente voies de type B de l'Accès A2. Dans ce cas, sur la voie 24, il y aura deux canaux de signalisation. On peut prévoir tout système de partage de cette voie entre deux canaux. Une répartition temporelle alternative peut être envisagée. Une distribution fréquentielle peut

l'être aussi, notamment si le canal 24 est du type hertzien comme le canal 9.

[0029] Hormis le contexte de panne du canal 5 évoqué ci-dessus, cette dernière manière de faire a comme intérêt de mettre à la disposition des autocommutateurs 1 et 2, une voie de transmission supplémentaire : la voie 5. En effet, la voie 5 était normalement utilisée comme canal de signalisation de l'Accès A1. Il suffit, pour atteindre cette libération d'une voie supplémentaire, de déclarer dans le sous programme 13, le canal 5 comme utilisable, comme un canal B, pour la voix et non pas au titre de la transmission des signaux de signalisation. Dans ce cas, le canal 24 pourra être utilisé en remplacement systématiquement. Comme les canaux de signalisation sont d'une manière générale globalement surdimensionnés, le canal 24 sera capable d'assurer la transmission des signaux de signalisation relative aux canaux B de l'Accès A1 et de l'Accès A2. On pourra alors utiliser le canal 5 tout simplement comme un canal B supplémentaire : on a augmenté d'environ 1/60 le débit utile des accès mis à disposition des deux autocommutateurs. Bien entendu ce procédé est reproductible à la mise en commun, sur une même voie de signalisation, des canaux de signalisation propres à trois accès, voire plus.

[0030] Avec la solution de l'invention, du fait de la séparation des supports physiques utilisables pour véhiculer des données sur les différents canaux mis à disposition, la notion de canal de signalisation perd son caractère dédié au profit d'une notion plus fonctionnelle. Ainsi, il serait même envisageable d'utiliser un des canaux 4 de type B de l'accès 1 pour servir de canal de signalisation en remplacement du canal de signalisation 5 de ce même accès. Les Accès A1 et A2 seront dans le futur des accès de type hybrides, en ce sens que les différents canaux ne seront pas supportés par des mêmes supports physiques.

[0031] La procédure de basculement 20 pourrait impliquer, dans les autocommutateurs 1 et 2 que ceux-ci établissent automatiquement, et spontanément la liaison de signalisation sur un canal de secours dès qu'un canal plus prioritaire n'est plus fonctionnel. Au besoin cet établissement pourra comporter une intervention humaine.

[0032] On a indiqué jusqu'ici que les canaux de signalisation se substituaient hiérarchiquement les uns aux autres. Il est cependant envisageable de remplacer un canal 5 de signalisation qui tombe en panne par un canal 9 qui se substituerait à lui, et en complément, si le débit utile du canal 9 est insuffisant, par un canal 10 qui viendrait compléter le débit utile du canal 9. Cette manière de faire serait une alternative à l'opération 23 par laquelle on neutraliserait tout simplement un des canaux B de l'accès.

[0033] Selon l'invention, il est donc possible d'avoir plusieurs canaux de signalisation établis en même temps (des canaux de signalisation d'égale priorité). Ainsi, lors de la coupure d'un canal de signalisation, il y

a basculement automatique d'un canal sur un autre, sans aucune perte de signalisation. Il est également possible d'avoir plusieurs canaux de signalisation non établis en même temps (afin de limiter les coûts). Lors de la coupure d'un canal de signalisation, il y a basculement automatique d'un canal sur un autre, avec éventuellement perte de signalisation pendant le temps d'établissement du canal. Mais les communications déjà établies dans les canaux de type B ne sont pas coupées. Il est également possible d'utiliser des canaux de signalisation en fonction de leur coût d'utilisation. La notion de priorité évoquée permet par ailleurs de minimiser le coût global d'un accès hybride ainsi constitué.

[0034] Dans le cas où on utiliserait un même canal de signalisation pour deux accès, l'Accès A1 et l'Accès A2, le contrôle de flux est réalisé sur le canal de signalisation, afin de limiter dynamiquement le nombre de voies si besoin est. Ce contrôle de flux, aboutissant éventuellement dans la neutralisation 23, est particulièrement justifié si un seul canal de signalisation 24 gère les canaux de communication de deux accès. S'il y a engorgement du canal de signalisation, le sous programme 13 contrôlant le canal de signalisation limite dynamiquement le nombre de voies : les voies non encore utilisées sont temporairement mis hors service et les nouvelles communications se présentant sont refusées. Lorsque le canal de signalisation est désengorgé, les voies mises hors service sont dynamiquement remises en service.

Revendications

1. Procédé de communication dans lequel on utilise un accès (3) comportant au moins un canal (4), dit canal B, pour transmettre la voix et des premières données et un canal (5) de signalisation, dit canal D, pour transmettre des signaux de signalisation et de deuxième données, relatifs aux premières données à transmettre et ou à cet accès, caractérisé en ce que
 - on constitue au moins (9-11) un canal de signalisation supplémentaire,
 - on détermine (14, 15) un ordre de priorité d'utilisation de ces canaux de signalisation, et
 - on affecte à l'accès le canal de signalisation le plus prioritaire qui est fonctionnel.
2. Procédé selon la revendication 1, caractérisé en ce que le canal B pour transmettre la voix et les premières données est réalisé sur un support physique différent d'au moins un des canaux D (5, 9, 10) de signalisation.
3. Procédé selon l'une des revendications 1 à 2, caractérisé en ce qu'on teste (17) régulièrement l'état de fonctionnement du canal D de signalisation le

plus prioritaire quand ce dernier n'est pas en service.

4. Procédé selon l'une des revendications 1 à 3, caractérisé en ce que

5

- on neutralise (23) l'utilisation d'un ou de plusieurs canaux B lorsque le canal D de signalisation en service n'est plus suffisamment fonctionnel.

10

5. Procédé selon l'une des revendications 1 à 4, caractérisé en ce qu'on aménage trente canaux B dans un accès.

15

6. Procédé selon l'une des revendications 1 à 2, caractérisé en ce qu'on constitue comme canal D supplémentaire un canal (26) aménagé dans une voie de signalisation d'un autre accès.

20

7. Procédé de communication dans lequel

- on utilise entre deux autocommutateurs (1, 2) au moins deux accès comportant chacun au moins un canal (4), dit canal B, pour transmettre la voix et des données,

25

caractérisé en ce que

- on constitue un canal (24, 26) de signalisation commun, dit canal D, pour transmettre des signaux de signalisation relatifs aux données à transmettre et ou à ces accès,
- on répartit dans ce canal des signaux de signalisation relatifs aux au moins deux accès, et
- on gère (23) les deux accès avec les signaux de signalisation délivrés par ce canal de signalisation commun.

30

35

40

45

50

55

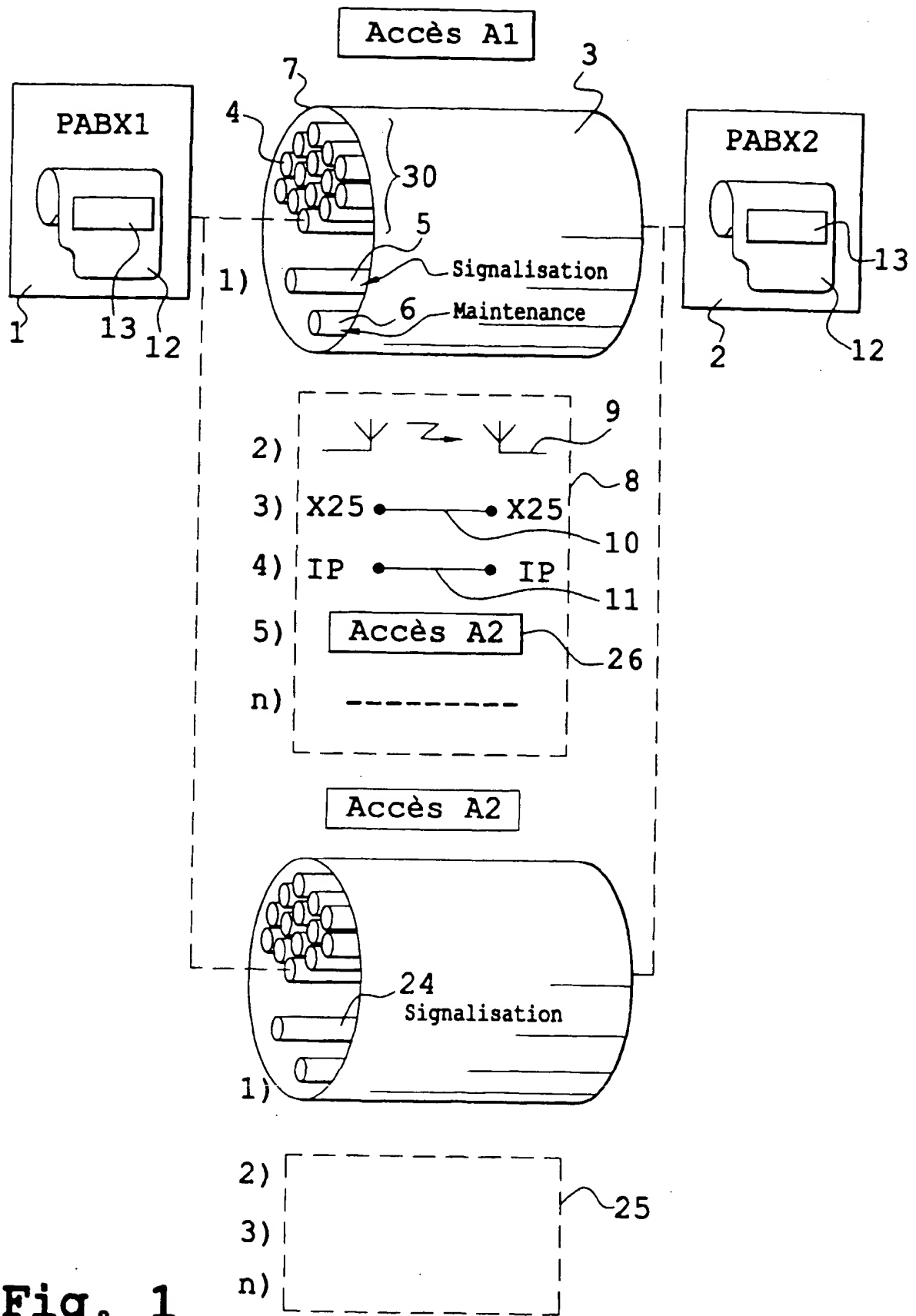


Fig. 1

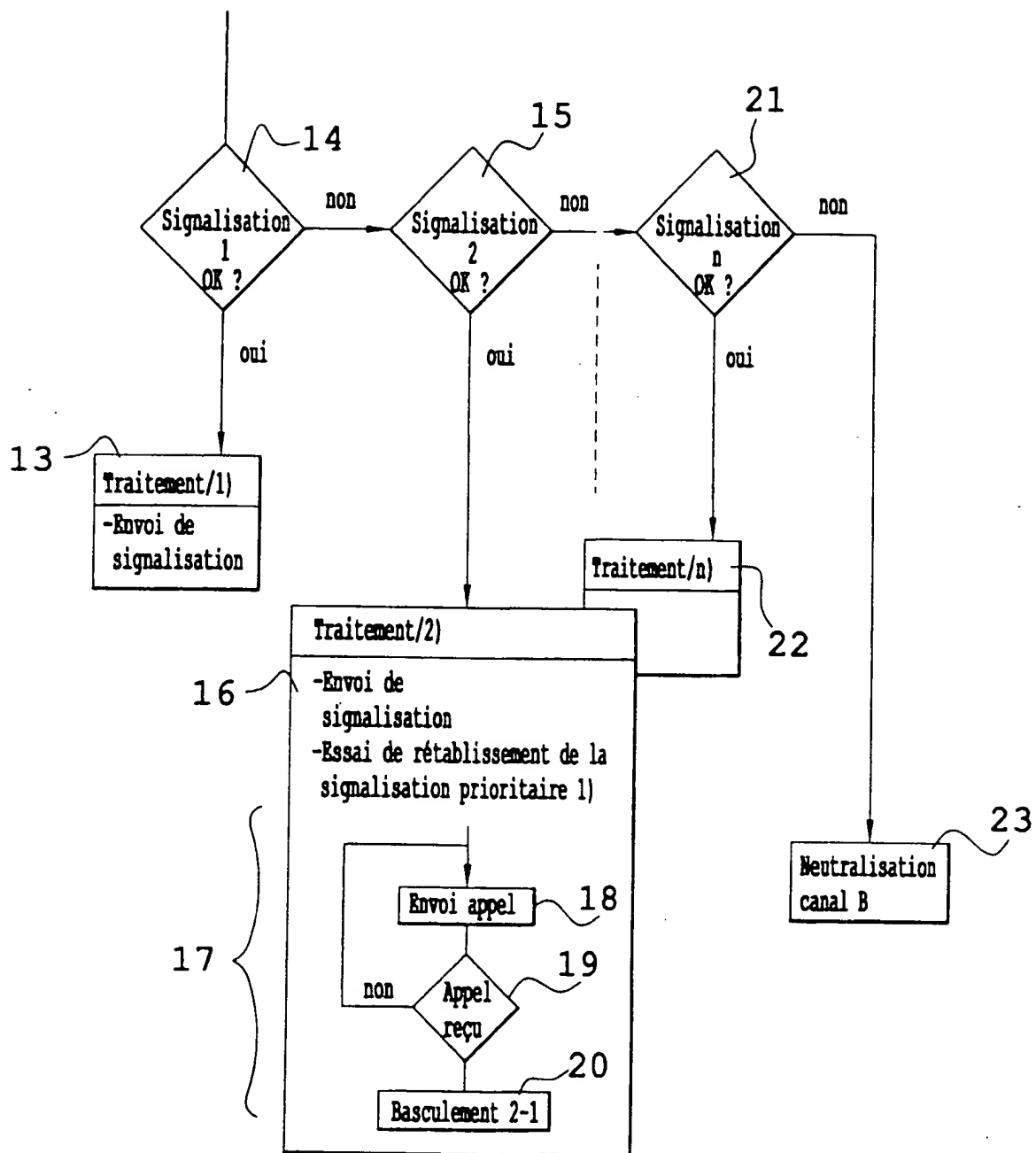


Fig. 2



DEMANDE DE BREVET EUROPEEN

(88) Date de publication A3:
13.09.2000 Bulletin 2000/37

(51) Int Cl.7: H04Q 11/04, H04Q 3/62

(43) Date de publication A2:
29.12.1999 Bulletin 1999/52

(21) Numéro de dépôt: 99401529.5

(22) Date de dépôt: 21.06.1999

(84) Etats contractants désignés:
**AT BE CH CY DE DK ES FI FR GB GR IE IT LI LU
MC NL PT SE**
Etats d'extension désignés:
AL LT LV MK RO SI

(72) Inventeurs:

- Laroque, Christian
92500 Rueil Malmaison (FR)
- Bennai, Lahcen
92700 Colombes (FR)

(30) Priorité: 25.06.1998 FR 9808066

(74) Mandataire: Sciaux, Edmond et al
COMPAGNIE FINANCIERE ALCATEL
Dépt. Propr. Industrielle,
30, avenue Kléber
75116 Paris (FR)

(71) Demandeur: **ALCATEL**
75008 Paris (FR)

(54) **Procédé de communication d'un accès avec canal de signalisation adjoint**

(57) Un accès (3) téléphonique comporte un canal (5) de signalisation. On prévoit de lui adjoindre un (9) ou des (8) canaux de remplacement à utiliser lorsque le canal de signalisation est en panne. On montre que l'accès téléphonique est alors mieux adapté à une configuration d'accès à canal de signalisation séparée, ou accès hybride.

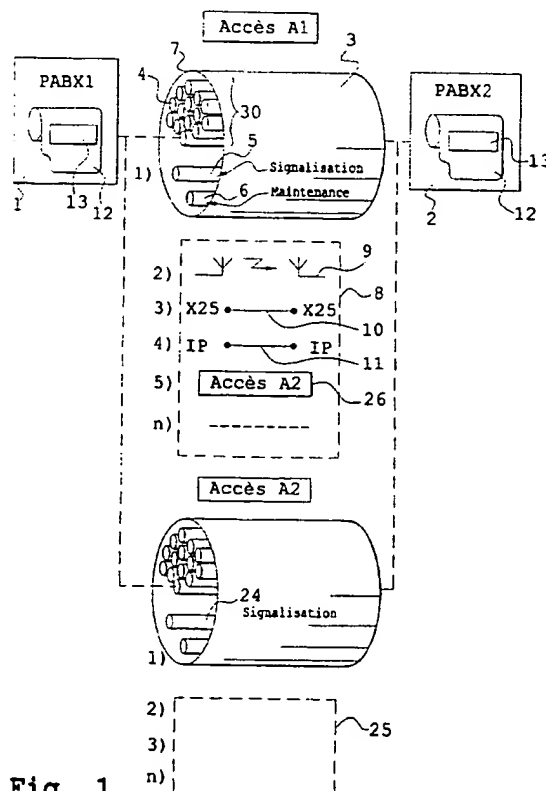


Fig. 1



Office européen
des brevets

RAPPORT DE RECHERCHE EUROPEENNE

Numéro de la demande
EP 99 40 1529

DOCUMENTS CONSIDERES COMME PERTINENTS			
Catégorie	Citation du document avec indication, en cas de besoin, des parties pertinentes	Revendication concernée	CLASSEMENT DE LA DEMANDE (Int.CI.6)
Y	EP 0 391 792 A (JS TELECOM) 10 octobre 1990 (1990-10-10) * abrégé * * colonne 1, ligne 32 - colonne 2, ligne 32 * * revendication 1 *	1,3,4	H04Q11/04 H04Q3/62
A	---	2,5-7	
Y	US 5 212 691 A (HOKARI M) 18 mai 1993 (1993-05-18) * abrégé * * colonne 1, ligne 38-41 * * colonne 2, ligne 64-68 * * revendication 8; figures 1,2 *	1,3,4	
A	EP 0 171 596 A (INTERNATIONAL BUSINESS MACHINES CORPORATION) 19 février 1986 (1986-02-19) * abrégé * * colonne 2, ligne 38-57 * * revendications 1,3,4; figure 1 *	1	
A	US 4 924 500 A (LEWIS H E ET AL) 8 mai 1990 (1990-05-08) * abrégé * * colonne 1, ligne 59 - colonne 2, ligne 3 * * figure 1 *	1,2,6,7	H04Q
A	EP 0 667 723 A (SIEMENS-ALBIS AKTIENGESELLSCHAFT) 16 août 1995 (1995-08-16) * le document en entier *	1,2,5	

	-/--		
Le présent rapport a été établi pour toutes les revendications			
Lieu de la recherche LA HAYE		Date d'achèvement de la recherche 11 juillet 2000	L'examineur Gijssels, W
CATEGORIE DES DOCUMENTS CITES		T : théorie ou principe à la base de l'invention E : document de brevet antérieur, mais publié à la date de dépôt ou après cette date D : cité dans la demande L : cité pour d'autres raisons & : membre de la même famille, document correspondant	
X : particulièrement pertinent à lui seul Y : particulièrement pertinent en combinaison avec un autre document de la même catégorie A : arrière-plan technologique O : divulgation non-écrite P : document intercalaire			



Office européen
des brevets

Numéro de la demande

EP 99 40 1529

REVENDEICATIONS DONNANT LIEU AU PAIEMENT DE TAXES

La présente demande de brevet européen comportait lors de son dépôt plus de dix revendications

- ☐ Une partie seulement des taxes de revendication ayant été acquittée dans les délais prescrits, le présent rapport de recherche européenne a été établi pour les dix premières revendications ainsi que pour celles pour lesquelles les taxes de revendication ont été acquittées, à savoir les revendication(s):
- ☐ Aucune taxe de revendication n'ayant été acquittée dans les délais prescrits, le présent rapport de recherche européenne a été établi pour les dix premières revendications.

ABSENCE D'UNITE D'INVENTION

La division de la recherche estime que la présente demande de brevet européen ne satisfait pas à l'exigence relative à l'unité d'invention et concerne plusieurs inventions ou pluralités d'inventions, à savoir:

voir feuille supplémentaire B

- ☒ Toutes les nouvelles taxes de recherche ayant été acquittées dans les délais impartis, le présent rapport de recherche européenne a été établi pour toutes les revendications.
- ☐ Comme toutes les recherches portant sur les revendications qui s'y prêtaient ont pu être effectuées sans effort particulier justifiant une taxe additionnelle, la division de la recherche n'a sollicité le paiement d'aucune taxe de cette nature.
- ☐ Une partie seulement des nouvelles taxes de recherche ayant été acquittée dans les délais impartis, le présent rapport de recherche européenne a été établi pour les parties qui se rapportent aux inventions pour lesquelles les taxes de recherche ont été acquittées, à savoir les revendications:
- ☐ Aucune nouvelle taxe de recherche n'ayant été acquittée dans les délais impartis, le présent rapport de recherche européenne a été établi pour les parties de la demande de brevet européen qui se rapportent à l'invention mentionnée en premier lieu dans les revendications, à savoir les revendications:



Office européen
des brevets

RAPPORT DE RECHERCHE EUROPEENNE

Numéro de la demande
EP 99 40 1529

DOCUMENTS CONSIDERES COMME PERTINENTS			
Catégorie	Citation du document avec indication, en cas de besoin, des parties pertinentes	Revendication concernée	CLASSEMENT DE LA DEMANDE (Int.Cl.6)
A	WO 98 24265 A (DSC TELECOM LP) 4 juin 1998 (1998-06-04) * abrégé * * page 2, ligne 19-28 * * page 4, ligne 19 - page 5, ligne 17 * * revendication 1 *	1,6,7	
A	US 5 467 353 A (FUKUDA K) 14 novembre 1995 (1995-11-14) * abrégé * * colonne 2, ligne 1-21 * * revendications 1-3; figures 2-4 *	1,6,7	
			DOMAINES TECHNIQUES RECHERCHES (Int.Cl.6)
Le présent rapport a été établi pour toutes les revendications			
Lieu de la recherche LA HAYE		Date d'achèvement de la recherche 11 juillet 2000	Examineur Gijssels, W
<p>CATEGORIE DES DOCUMENTS CITES</p> <p>X : particulièrement pertinent à lui seul Y : particulièrement pertinent en combinaison avec un autre document de la même catégorie A : arrière-plan technologique O : divulgation non-écrite P : document intercalaire</p> <p>T : théorie ou principe à la base de l'invention E : document de brevet antérieur, mais publié à la date de dépôt ou après cette date D : cité dans la demande L : cité pour d'autres raisons & : membre de la même famille, document correspondant</p>			



Office européen
des brevets

ABSENCE D'UNITÉ D'INVENTION
FEUILLE SUPPLÉMENTAIRE B

Numéro de la demande

EP 99 40 1529

La division de la recherche estime que la présente demande de brevet européen ne satisfait pas à l'exigence relative à l'unité d'invention et concerne plusieurs inventions ou pluralités d'inventions, à savoir :

1. revendications: 1-5

Procédé de transmission des données d'au moins un canal B d'un RNIS sur un support physique différent d'au moins un des canaux D de signalisation.

2. revendications: 1,6,7

Procédé de répartition d'un canal D de signalisation d'un accès RNIS pour en constituer un canal de signalisation commun et gérer y avec au moins deux accès RNIS.

**ANNEXE AU RAPPORT DE RECHERCHE EUROPEENNE
RELATIF A LA DEMANDE DE BREVET EUROPEEN NO.**

EP 99 40 1529

La présente annexe indique les membres de la famille de brevets relatifs aux documents brevets cités dans le rapport de recherche européenne visé ci-dessus.
Lesdits membres sont contenus au fichier informatique de l'Office européen des brevets à la date du
Les renseignements fournis sont donnés à titre indicatif et n'engagent pas la responsabilité de l'Office européen des brevets.

11-07-2000

Document brevet cité au rapport de recherche	Date de publication	Membre(s) de la famille de brevet(s)	Date de publication
EP 0391792 A	10-10-1990	FR 2645378 A	05-10-1990
		CA 2013644 A	03-10-1990
		CN 1046252 A	17-10-1990
		JP 2288531 A	28-11-1990
		OA 9167 A	31-03-1992
US 5212691 A	18-05-1993	JP 2932673 B	09-08-1999
		JP 4165892 A	11-06-1992
		AU 640057 B	12-08-1993
		AU 8688991 A	07-05-1992
EP 0171596 A	19-02-1986	US 4630261 A	16-12-1986
		DE 3585571 A	16-04-1992
		JP 1689226 C	11-08-1992
		JP 3055061 B	22-08-1991
		JP 61043031 A	01-03-1986
US 4924500 A	08-05-1990	AU 620240 B	13-02-1992
		AU 5379390 A	22-11-1990
		CA 1312394 A	05-01-1993
		CN 1022788 B	17-11-1993
		CN 1047427 A	28-11-1990
		DE 69024257 D	01-02-1996
		DE 69024257 T	10-10-1996
		EP 0398183 A	22-11-1990
		JP 2050303 C	10-05-1996
		JP 2311065 A	26-12-1990
		JP 7077402 B	16-08-1995
		MX 174424 B	16-05-1994
		NO 301509 B	03-11-1997
EP 0667723 A	16-08-1995	DE 4441357 A	17-08-1995
WO 9824265 A	04-06-1998	AU 5255698 A	22-06-1998
US 5467353 A	14-11-1995	JP 2938294 B	23-08-1999
		JP 6205475 A	22-07-1994
		AU 662458 B	31-08-1995
		AU 5269693 A	21-07-1994

Pour tout renseignement concernant cette annexe : voir Journal Officiel de l'Office européen des brevets, No.12/82